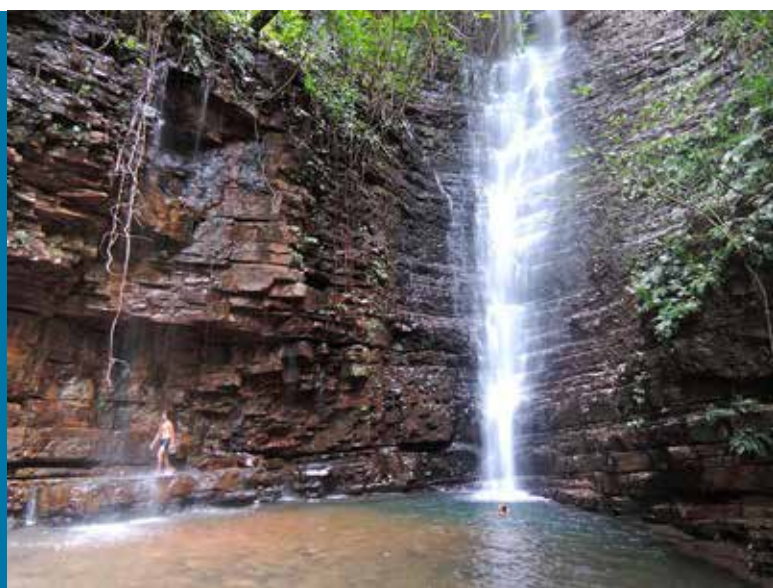


EXPLOITATION DU DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE DANS LA RÉGION DE KEDOUGOU



Pour citer: DGPPE et CREG, 2020, Exploitation du Dividende Démographique dans la région de Kédougou

Le dividende démographique (DD) est la croissance économique accélérée résultant du changement de la structure par âge d'une population, suite à une baisse de la fécondité et de la mortalité. C'est un phénomène qui crée une opportunité de croissance économique et de développement humain plus rapide pour un pays.

En Afrique de l'Ouest, plus de 60% de la population ont en moyenne moins de 25 ans. Cette situation peut être explosive du fait du nombre grandissant de personnes par rapport aux ressources, mais elle laisse également entrevoir de réelles possibilités de développement via le DD. Seulement, la capture du DD nécessite d'énormes investissements dans la santé, l'éducation et l'emploi des jeunes. C'est pour accompagner ce processus que l'Union africaine (UA) a lancé une feuille de route pour tirer pleinement profit du DD.

Au Sénégal où l'Etat est conscient des opportunités que puisse lui offrir le DD, s'est doté d'un Observatoire National du Dividende Démographique (ONDD) afin d'accélérer le processus de sa capture. Cet observatoire explore des données démographiques, économiques et sociales, et élabore des indicateurs relatifs à cinq (05) dimensions. Ces dimensions sont en parfaite symbiose avec les trois (03) axes du Plan Sénégal Émergent mais aussi en synergie avec les quatre (04) piliers du dividende démographique définis par l'UA. Les dimensions sont :

- **Déficit du cycle de vie qui montre l'inadéquation entre les besoins matériels des individus et les capacités économiques dont ils disposent pour satisfaire ces besoins à chaque âge.**
- **Qualité du cadre de vie qui analyse l'environnement dans lequel on vit, considéré du point de vue de son influence sur la qualité de vie et le bien-être des individus.**
- **Dynamiques de pauvreté qui analysent les différents états de pauvreté entre deux périodes.**
- **Développement humain élargi (ou étendu) qui permet de mesurer le niveau du développement humain « durable ».**
- **Réseaux et territoires qui analysent les interactions entre les structures spatiales et les flux migratoires, financiers et de biens et services. Cette dimension traite également de la répartition des infrastructures et de l'attractivité des régions.**

Ces cinq dimensions sont réunies dans un indicateur composite appelé Indice Synthétique de Suivi du Dividende Démographique (I2S2D) ou encore *Demographic Dividend Monitoring Index* (DDMI). Cet indicateur composite donne une mesure synthétique du niveau auquel se situe un pays ou une région en termes d'exploitation du dividende démographique. Le présent Policy Brief présente les résultats des indicateurs de suivi du DD dans la région de Kédougou.



Se trouvant dans un domaine climatique soudano-guinéen, la région de Kédougou est l'une des régions les plus pluvieuses du pays avec au moins 1300 mm par an. Cette forte pluviométrie combinée aux fleuves tels que la Falémé, le fleuve Gambie font que le réseau hydrographique est dense et favorisent le développement local (agriculture, alimentation en eau des hommes et du bétail).

Du point de vue démographique, la population résidente de la région de Kédougou est estimée à 156 352 habitants en 2014. La population de Kédougou est relativement jeune, avec près de la moitié âgée de moins de 17 ans. La population potentiellement active représente 52% de la population régionale. Le département de Kédougou concentre plus de la moitié de la population régionale avec un taux de 51,9%, suivi de Saraya (33,5%) et de Salémata (14,6%). La région de Kédougou reste la région la moins densément peuplée par rapport aux autres régions du Sénégal avec une densité de 9 habitants au km² en 2014.

Capital humain

La santé et l'éducation sont les deux volets essentiels du capital humain dont il est question ici. En termes d'infrastructures sanitaires publiques et parapubliques, il faut noter que la région de Kédougou ne dispose pas d'hôpital mais plutôt de 3 centres de santé dont celui de Kédougou fait office du pôle hospitalier.

En 2014, le nombre de postes de santé publics est de 20, dont 11 avec maternité. Par rapport aux cases de santé, ils sont au nombre de 79.

Concernant le personnel de santé, on dénombre 09 médecins généralistes, 02 médecins spécialistes, 03 chirurgiens-dentistes, 01 pharmacien biologiste, 04 assistants sociaux, 69 infirmiers et assimilés, 48 sages-femmes et 132 matrones. Les effectifs ont sensiblement augmenté entre 2013 et 2014.

S'agissant du bilan des programmes de santé, le taux d'utilisation des services de consultations est de 127% au niveau régional en 2014 contre 105% en 2013, soit une variation de 21%. Les structures sanitaires ont comptabilisé 3 375 accouchements en 2014 contre 2 816 en 2013. Selon EDS-continue 2017, 48% des accouchements se sont déroulés dans une structure sanitaire dont 41% de femmes ont bénéficié d'une assistance à l'accouchement par un prestataire de santé qualifié.

La région de Kédougou demeure toujours une zone de forte prévalence palustre avec une incidence de 272 pour 1000 habitants en 2014 contre 240 pour 1000 habitants en 2013. 89% des ménages dans la région possèdent au moins une moustiquaire imprégnée, ce qui est supérieur au taux national de 84% (ANSD et ICF, 2018).

Le taux de prévalence VIH est à 0,6% selon l'EDS-continue 2017 à Kédougou. Par rapport à la couverture du test VIH/Sida, on constate que 39% des femmes ont été testées, ainsi que 31,5% pour les hommes.

En ce qui concerne les activités de nutrition, le taux de couverture de supplémentations en vitamine A pour les enfants de 6-59 mois est passé de 110,2% en 2013 à 121,1% en 2014. Ces taux de couverture par département sont de 127,4% à Saraya, 120,3% à Kédougou et 111,8% à Salémata.

Sur le plan éducatif, les infrastructures et les effectifs scolaires sont en augmentation d'année en année. Les établissements d'accueil de la petite enfance sont au nombre de 28 en 2013/2014, soit un accroissement de 16,7% par rapport à l'année scolaire précédente. On note aussi une hausse du nombre de cases des tout-petits passant de 19 à 24 établissements sur la même période.

La répartition des élèves (les tout-petits) selon le sexe montre que les filles sont plus nombreuses que les garçons durant l'année académique 2013/2014. Elles représentent 51,6% de l'effectif global. Les garçons, au nombre de 1 480 élèves, représentent 48,4% des effectifs. La répartition des effectifs par département montre que c'est seulement au niveau de Salémata que les garçons sont plus nombreux avec une proportion de 52,4%.

Le Taux Brut de Prématurisation (TBPS) global dans la région de Kédougou est de 16,8% en 2013/2014 contre 11,7% en 2012/2013. L'indice de parité au préscolaire est estimé à 1,06%.

Le réseau des établissements élémentaires de la région de Kédougou est passé de 255 à 265 unités, soit une augmentation de 10 écoles créées entre l'année 2012/2013 et 2013/2014. La répartition des infrastructures par département montre que 47% sont situées dans Kédougou, 34% dans Saraya et 19% dans Salémata.

Le Taux Brut d'Accès des élèves au primaire est de 91,3% en 2013/2014 contre 89,4% en 2012/2013. Le taux de fréquentation scolaire au primaire dans le département de Saraya est de 113,5% tandis qu'il est de 90,8% à Salémata et de 69,6% à Kédougou.

La région de Kédougou enregistre un Taux Brut de Scolarisation (TBS) de 108,% en 2013/2014 et un indice de parité de 0,93%.

S'agissant du Taux Achèvement du Primaire (TAP), la région de Kédougou enregistre un niveau de 88,6% en 2014 contre 83,2% en 2013. Saraya dispose d'un TAP le plus faible de la région avec un niveau de 77,9% en 2013/2014 comparé à Kédougou (94,1%) et à Salémata (93,7%).

Dans la région de Kédougou, le nombre d'établissements dans l'enseignement moyen est passé de 27 en 2013 à 29 CEM en 2014, soit une augmentation supplémentaire de 2 établissements dont l'une dans le département de Kédougou et l'autre à Salémata. Quant à l'enseignement secondaire, la région dénombre 6 établissements, dont 3 dans le département de Kédougou, 2 à Saraya et une à Salémata.

La région enregistre un TBS de 56,7% en 2014 au niveau de l'enseignement moyen, avec une hausse de 8 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. Ce TBS est plus élevé chez les garçons (65,8%) que chez les filles (46%) avec un indice de parité favorable pour les garçons.

Le personnel dans l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle dans la région de Kédougou comprenait 96 individus au total dont 85 hommes et 11 femmes en 2014, tandis que les effectifs des élèves dans l'enseignement secondaire sont passés de 567 élèves en 2014 contre 589 apprenants en 2013, soit une baisse de 4%.

Eau et Assainissement

En matière d'hydraulique rurale, la région compte un total de 515 forages à motricité humaine et 24 forages motorisés. Parmi ceux-ci, quatre sont solaires et 20 fonctionnent avec des moteurs diesel. Les débits de ces forages varient entre 1 et 15 m³/heure ce qui est relativement faible au regard des besoins des populations et du cheptel.

Les trois principaux modes d'approvisionnement en eau à Kédougou sont le fleuve Gambie, les puits et l'adduction d'eau de la SDE.

Les chiffres des services d'hygiène de Kédougou et de Salémata pour 2011 ont révélé que sur 4 820 concessions visitées dans la commune de Kédougou, 18% s'approvisionnaient en eau via un branchement particulier et/ou à la borne fontaine, 62%, utilisaient l'eau de puits non protégés, et 20% utilisaient l'eau de puits et l'eau du fleuve.

Selon l'enquête EDS-MICS/PEPAM 2010-2011, le taux d'accès à l'assainissement est de 9,2%. Le taux de couverture des ménages est de 2,8% pour les fosses d'aisance améliorées auto-aérées, de 5,3% pour les fosses d'aisances avec dalles, et de 35,5% pour les latrines traditionnelles.

Le réseau d'assainissement pour l'évacuation des eaux usées et pluviales se résume à une canalisation d'environ 2 km située dans la commune de Kédougou, le long de la route nationale.

Potentialités économiques

Kédougou est une région qui dispose des potentialités économiques dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, des mines et industries et de l'artisanat.

S'agissant de l'agriculture, la campagne de 2014/2015 de l'État du Sénégal a fait bénéficier la région de Kédougou de la subvention dans les semences, de l'engrais et du matériel agricole qui ont impacté positivement ce domaine.

Deux types de cultures sont pratiqués à Kédougou à savoir les cultures vivrières et les cultures industrielles. Selon les données de la Direction Régionale du Développement Rural (DRDR), ces cultures céréalières ont tous connu, sauf le maïs, une hausse de production par rapport à la campagne précédente. De même, les cultures industrielles de la région sont l'arachide d'huilerie et le coton. Les rendements de la production d'arachide ont connu une baisse de 6,3% en 2014 tandis que la production de la culture cotonnière a évolué de 48% en passant 1435 tonnes en 2013 pour se situer à 2129 tonnes en 2014.

Concernant l'élevage, la région de Kédougou bénéficie des conditions pluviométriques satisfaisantes, un paysage de savane arborée avec une bonne biomasse constituant à bien des égards une zone privilégiée pour le développement des activités pastorales. En effet, le cheptel de la région est estimé aujourd'hui à 103 819 têtes contre 96 776 en 2013, soit une augmentation de 7,3%. Parmi ces effectifs, on dénombre 56 374 bovins, 22 793 ovins, 21 468 caprins, 2 838 asins, 46 équins et 300 porcins.

La région de Kédougou recèle un important potentiel minier. Elle abrite de nombreux gisements et indices d'or, de fer, d'uranium, de lithium, d'étain, de molybdène, de cuivre, de marbre et de nickel. L'or également constitue la principale matière exploitée au niveau de la région et de façon industrielle. De 2009 à 2014, les exportations en or industriel ont fortement évolué passant de 85 milliards 403 millions de FCFA à 170 milliards 744 millions de FCFA.



. Il y a aussi les gisements de fer de la Falémé avec d'importantes réserves de bonne qualité. Cette région a également d'importantes ressources métalliques auxquels s'ajoutent des gisements de marbres et autres roches ornementales. Hormis l'industrie extractive, seule la société cotonnière SODEFITEX fait office d'industrie dans la région de Kédougou.

En ce qui concerne l'artisanat, ce secteur est la clef de l'activité économique de la région. En 2014, la chambre des métiers compte dans son registre 448 entreprises individuelles d'artisans contre 382 en 2013, soit une augmentation de 17%. La répartition de ces entreprises par secteur d'activité montre une nette prédominance du secteur de la production avec un effectif de 321 artisans, soit 71,7% du total. Les secteurs de service et de l'art comptent respectivement 65 et 62 artisans inscrits et chacun d'entre eux représentent ainsi moins de 15% de l'effectif total. Les domaines d'activité dans lesquels ces artisans évoluent sont la production, la prestation de service et l'art.



APPROCHE METHODOLOGIQUE

L'approche méthodologique est déclinée suivant les différentes dimensions de DDMI. La première dimension se base sur la méthode des Comptes nationaux de transfert (NTA). L'objet de cette méthode est de produire une mesure, tant individuelle qu'agrégée, de l'acquisition et de la répartition des ressources économiques aux différents âges. Cela consiste à introduire l'âge dans la Comptabilité Nationale. Ces comptes sont destinés à comprendre la façon dont les flux économiques circulent entre les différents groupes d'âge d'une population pour un pays et pour une année donnée. Ils indiquent notamment à chaque âge les différentes sources de revenus et les différents usages de ces revenus en termes de consommation, que celle-ci soit privée ou publique, et d'épargne. Ils permettent ainsi d'étudier les conséquences économiques liées à la modification de la structure par âge de la population (United Nations, 2013).

La dimension 2 (ou Qualité du cadre de vie) s'inspire de la méthodologie du Better Life Index développée par l'OCDE (2011). Dans sa formulation standard, le cadre de vie couvre onze (11) sous-dimensions considérées comme essentielles au bien-être. Mais dans le cadre de suivi du DD, seules sept (Engagement civique, Liens sociaux, Environnement ; Équilibre travail-vie privée et Sécurité) des onze sont retenues dans l'analyse du cadre de vie, les quatre (04) autres étant pris en compte par les autres dimensions. Chaque sous-dimension du cadre de vie est mesuré à partir d'un à quatre indicateurs. À l'intérieur de chaque sous-dimension, on calcule la moyenne des indicateurs élémentaires qui le composent avec la même pondération, ces derniers étant normalisés au préalable. L'Indicateur de la qualité du cadre de vie (IQCV) est une moyenne pondérée des indicateurs composites sous-dimensionnels.

L'analyse des dynamiques dans la pauvreté effectuée au niveau de la dimension 3 s'appuie sur une nouvelle approche de mesure des transitions dans la pauvreté de Dang et Lanjouw (2013). Ces derniers ont développé une méthode de construction de pseudo-panel et d'estimation de la matrice de transition sur deux ou plusieurs enquêtes de pauvreté. L'idée est de suivre des cohortes d'individus (ou de ménages) dans le temps.

Les dimensions 4 et 5 sont inspirées de la méthode de l'IDH et des Clusters respectivement. Se basant sur les trois sous-dimensions classiques de l'IDH, la dimension 4 introduit la fécondité dans la construction de l'indicateur pour tenir compte des aspects relatifs à la démographie et à la soutenabilité du développement. Quant à la dimension 5, elle couvre quatre (04) sous-dimensions : l'urbanisation, la migration, les infrastructures et les flux financiers. Chaque sous-dimension comporte un certain nombre d'indicateurs permettant de la quantifier. Les indicateurs sont normalisés de sorte que les valeurs soient comprises entre 0 (le pire score) et 1 (le meilleur score). L'indice sous-dimensionnel est obtenu par la moyenne géométrique des indicateurs qui composent la sous-dimension. L'Indicateur synthétique des réseaux et territoires (ISRT) représente lui aussi la moyenne géométrique des indices sous-dimensionnels.

Le DDMI est une agrégation par moyenne géométrique des indicateurs synthétiques des cinq dimensions. Son interprétation se fait à travers une grille donnée. Dans cette grille, les pays ou territoires sont repartis en trois catégories selon la valeur de l'indicateur. Ainsi lorsque l'indicateur présente une valeur inférieure à 0,50, la situation du pays (ou de la région) est jugée insatisfaisante et celui-ci (ou celle-ci) n'exploite pas le DD. Par contre, le pays ou la région exploite le DD lorsque l'indicateur a une valeur se situant entre 0,5 et 0,79. Mais les bénéfices engrangés dans ce cas sont encore moyens ou faibles. Enfin, lorsque la valeur de l'indicateur est supérieure ou égale à 0,8, le pays ou la région exploite le DD d'une façon optimale.

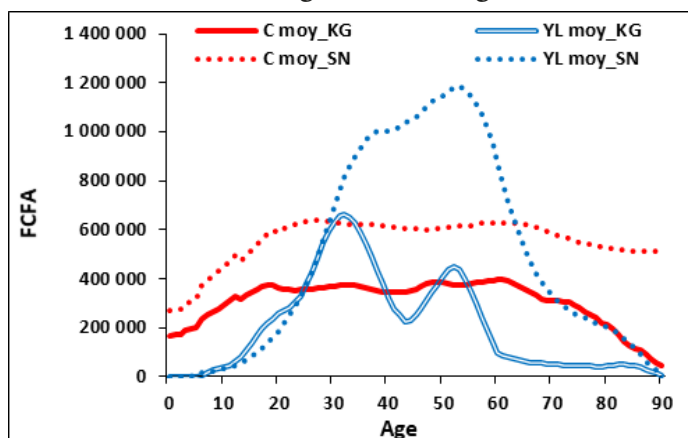
PRINCIPAUX RESULTATS

Région de Kédougou, forte dépendance économique de la population

Le profil de consommation au niveau microéconomique de la région de Kédougou est, sur l'ensemble du cycle de vie, inférieur au profil national. Une telle situation qui pourrait s'expliquer par les niveaux de bien-être inférieurs des populations de cette zone, comparativement à ceux d'autres régions. En effet, pour ce qui est de la proportion de ménages ayant une alimentation pauvre ou limite, elle est estimée à 27,8% dans la région de Kédougou en 2016, contre 16,9% au niveau national selon l'Enquête nationale sur la sécurité alimentaire au Sénégal (SECNSA, 2016).

Le faible niveau de consommation en fin de cycle de vie chez les populations de la région de Kédougou est très prononcé. La consommation moyenne des 87 ans et plus est estimée, en moyenne annuelle à un peu plus de 67 000 FCFA.

Graphique 1 : Profils moyens de consommation et de revenu du travail de la région de Kédougou, 2011

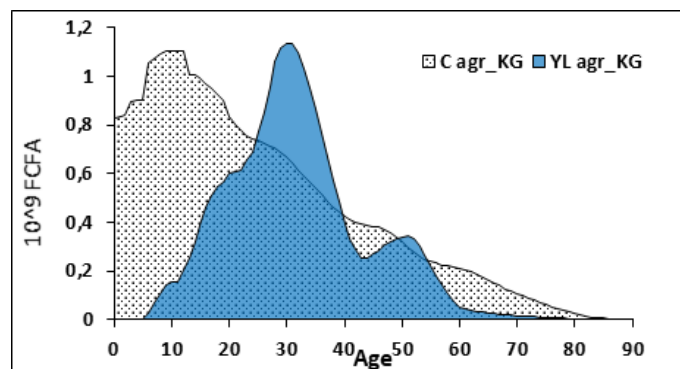


Sources : CREFAT/CREG, 2020

En ce qui concerne les profils de revenu, leurs niveaux par âge sont également, de loin, plus faibles pour les habitants de la région de Kédougou. En effet, pour le Sénégal, le maximum est atteint à 55 ans, avec un revenu moyen annuel pour cet âge de 1 172 442 FCFA, contre 690 499 FCFA, à 31 ans, pour la région de Kédougou.

A ce fait, illustrant la faiblesse des opportunités économiques dans la zone, s'ajoute le caractère erratique du profil de revenu (double cloche), qui, en partie, est engendré par les types de sources de revenus dans la zone. Il faut noter, à cet égard, que le taux de chômage de la région est le plus élevé, toutes régions confondues. Il s'est estimé à 26,4% en 2015 et 97,8% des revenus générés proviennent du secteur informel (ANSD, 2016). De manière globale, la consommation et le revenu de la région de Kédougou ne pèsent que faiblement sur ceux nationaux. Ils ne représentent, respectivement, que 0,60% et 0,55% des agrégats nationaux respectifs.

Graphique 2 : Profils agrégés de consommation et de revenu du travail, région de Kédougou, 2011



Sources : CREFAT/CREG, 2020

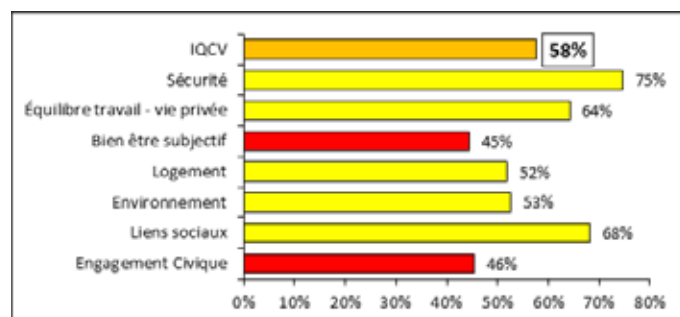
Dans la région de Kédougou, en moyenne, le revenu n'arrive à couvrir totalement la consommation des individus, qu'entre 25 et 39 ans, ce qui se traduit par une période de surplus relativement courte (13 ans), comparativement au niveau national (34 ans). Cependant même si, l'entrée en période de surplus est plus "précoc", conséquence d'un fort poids de l'agriculture dans la population active, la sortie de cette période de surplus, et donc le début de la période de déficit, est de 39 ans contre 63 ans pour le niveau national. Un tel résultat reflète la défaillance du marché du travail dans la région.

Au demeurant, l'Indice de Couverture du Déficit Économique (ICDE), qui représente le niveau global de couverture du déficit de la population dépendante par le surplus total engendré, est faible. Pour la région de Kédougou, l'ICDE s'est estimée à 23,13% en 2011. De manière plus intuitive, cet indicateur montre que le déficit engendré par les individus dépendants, n'est couvert qu'à 23%, ce qui se traduit par une forte demande sociale à combler.

Qualité du Cadre de Vie, mieux représenté à Kédougou

L'Indice de la Qualité du Cadre de Vie (IQCV) de la région de Kédougou est de 58%. Il est important de signaler que parmi les 5 dimensions de suivi du dividende démographique, seul l'IQCV dépasse la moyenne de 50%. Ainsi, la population de la région de Kédougou en moyennement satisfaite de la qualité du cadre de vie.

Graphique 3 : Indice de la Qualité du Cadre de vie, Région de Kédougou, 2011



Sources : CREFAT/CREG, 2020



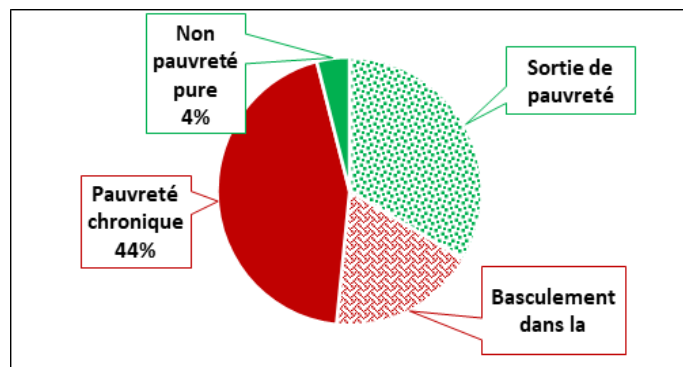
Le bien-être subjectif et l'engagement civique sont les deux sous indicateur de la Qualité du Cadre de Vie les plus détériorés dans la région de Kédougou. Ils sont de 45% et 46% respectivement et restent tous les deux en deçà de la barre de 50%. Le bien être subjectif traduit la satisfaction de la population de Kédougou par rapport à la qualité de vie alors que l'indicateur d'engagement civique traduit l'effet conjoint de la participation des parties prenantes à l'élaboration de réglementations et de la participation électorale.

Avec des valeurs de 52% et 53%, les sous dimensions logement et environnement sont moyennement satisfaisantes dans la région de Kédougou. C'est aussi le cas de l'équilibre travail-vie privée (64%), des liens sociaux (68%) et de la sécurité (75%). Aucun des sous dimensions de l'IQCV n'a atteint la cible de 80% même si la sécurité est proche de cette cible.

Pauvreté intense dans la région de Kédougou : 44% de pauvreté chronique et 4 % de non pauvreté pure

Selon le graphique ci-dessous, la pauvreté chronique est la plus importante dans la région de Kédougou avec un taux de 44,4%. Autrement dit, 44% de ceux qui étaient pauvres en 2005 sont restés pauvres en 2011. Ce taux relativement élevé de la trappe à pauvreté, met en évidence une situation précaire persistante qui touche des milliers de familles et d'individus. Cependant, la persistance de la situation de précarité sur une longue période, apparaît comme un élément contribuant à l'aggravation de la situation générale de pauvreté.

Graphique 4 : Dynamique de la pauvreté entre 2006 et 2011, Région de Kédougou



Sources : CREFAT/CREG, 2020

En ce qui concerne la pauvreté transitoire, 34% des ménages sont sortis de la pauvreté tandis que 18% y ont basculé. Ce qui se traduit par une plus forte probabilité, pour un ménage de sortir de la pauvreté que d'y entrer. **Les ménages vivant dans la pauvreté chronique sont très vulnérables aux chocs économiques tels que les changements conjoncturels, macroéconomiques, climatiques, etc.**

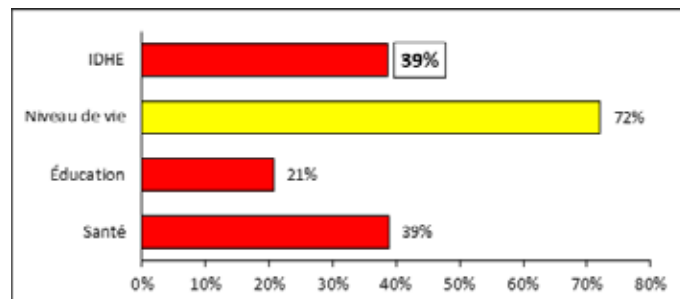
En outre, la non pauvreté pure est très réduite dans la région. En effet, seuls 4% des ménages étaient non pauvres de façon consécutive en 2005 et en 2011.

L'indice Synthétique de Sortie de la Pauvreté (ISSP) donne une mesure de la transition dans la pauvreté. **Sa valeur est de 23% et figure parmi les plus faibles du Sénégal.** Cet indice montre que les dynamiques de sortie de la pauvreté ou de stabilisation dans la non pauvreté ont concerné 23% des ménages en moyenne dans la région de Kédougou. Notons qu'au niveau national, l'ISSP est estimé à 58%.

Un faible niveau de développement humain élargi

L'IDHE de la région de Kédougou est très faible avec un taux de 39%. Cet indice est pénalisé par les sous-dimensions d'éducation et de santé. Le niveau de vie est la seule sous-dimension bien lotie avec un taux de 72%.

Graphique 5 : Indice de Développement Humain Élargi, Région de Kédougou, 2011



Sources : CREFAT/CREG, 2020

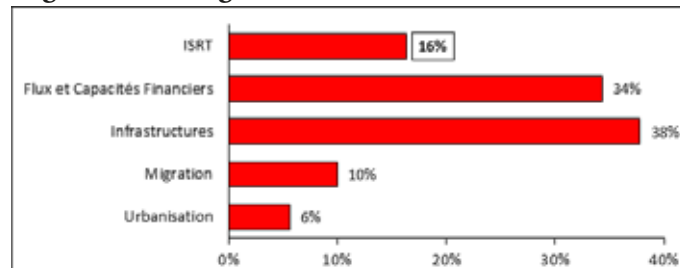
L'éducation et la santé enregistrent un niveau très faible dans cette région avec des taux de 21% et de 39% respectivement. Ces deux sous dimensions se situent en dessous du seuil minimal et cette situation peut être expliquée par :

- Au niveau de l'éducation, les durées moyenne et attendue de scolarisation restent faibles avec des valeurs respectives sont de 1,2 an et 8,9 ans.
- Au niveau de la santé, le taux élevé de l'indice synthétique de fécondité (6,6) et une faible niveau de l'espérance de vie à la naissance (55 ans.).

Kédougou, la région la moins attractive au Sénégal

La dimension Réseaux et Territoires est mesurée à partir de l'ISRT et comporte les sous-dimensions d'urbanisation, de migration, des infrastructures et des flux et capacités financiers.

Graphique 6 : Indice Synthétique Réseaux et Territoires, Région de Kédougou, 2011



Sources : CREFAT/CREG, 2020

La région de Kédougou affiche une valeur d'ISRT de 16%, la plus faible de toutes les régions du Sénégal.

De manière comparative, on s'aperçoit que la sous dimension urbanisation a le niveau le bas de toutes les sous-dimensions des Réseaux et Territoires à Kédougou (voir graphique ci-dessus). En effet, dans cette région, il existe des problèmes liés à la diversification de l'offre de logement, au défaut d'urbanisation (taux d'urbanisation de 24,8%) et surtout à une densité de la population.

La sous dimension migration présente un score de 10%, **Kédougou demeure la région la moins attractive de tout le Sénégal**. Cela est lié à ses indices d'entrée et de sortie qui sont respectivement de 0,029 et 0,071 et restent les plus faibles du pays. La faiblesse de la migration interne dans cette région serait liée à sa position géographique. En fait, Kédougou est une région frontalière avec le Mali et la Guinée et elle est située dans l'extrême sud-est du pays.

La sous-dimension Flux et Capacités Financiers affiche une valeur de 34% qui est loin de la cible de 50%. Ce faible taux est dû à :

- des niveaux de revenu bas et un taux d'accès aux services de transferts formels très faibles (22%).
- Kédougou enregistre l'un des plus faibles niveaux de transferts de fonds interrégionaux. Ces transferts reçus et versés par Kédougou sont estimés à 1 947 millions de FCFA en 2011. En outre,
- Kédougou fait partie des trois régions du Sénégal où la consommation est la plus basse.

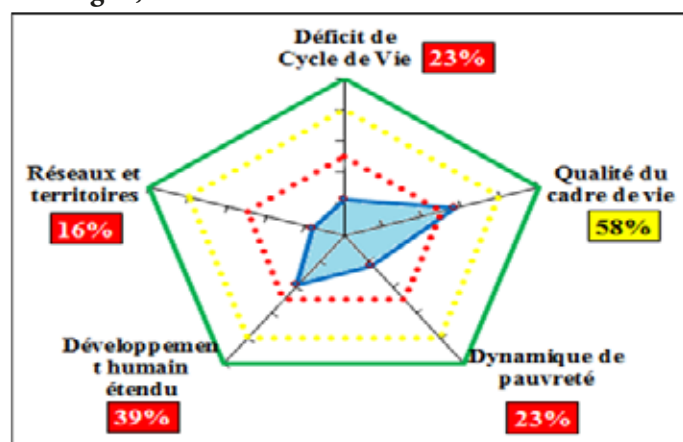
Concernant la sous-dimension infrastructures, il affiche un score de 38% avec des indices d'accès aux services sociaux de base et de qualité respectifs de 34% et 42%. Ces valeurs témoignent :

- de l'insuffisance des infrastructures dans la région
- mais aussi d'un manque de qualité par rapport aux services afférents (il n'existe pas d'hôpital dans la région de Kédougou).

L'exploitation du dividende démographique loin d'être amorcé

Le DDMI de la région de Kédougou est de 28,7%, ce qui place cette dernière en queue de peloton des régions du Sénégal qui n'exploite pas le dividende démographique. Bien que le potentiel puisse exister, il faut mettre en œuvre des stratégies adéquates pour améliorer la situation dans quatre des cinq dimensions de suivi du dividende démographique.

Graphique 7 : Synthèse des dimensions, Région de Kédougou, 2011



Sources : CREFAT/CREG, 2020

En effet, l'analyse du graphique ci-dessus révèle que dans la région de Kédougou, sur les cinq dimensions de DDMI, aucune d'elle n'atteint la cible de 80% et quatre sont en deçà de 50%. Ainsi beaucoup d'efforts restent à faire dans cette région dans presque tous les secteurs. Le premier constat est que la dimension réseaux et territoires est celle qui se porte le plus mal de toutes les dimensions, suivie de la dimension portant sur le déficit du cycle de vie puis celle sur les transitions dans la pauvreté.

L'ICDE indique que seuls 23% de gap de consommation des individus économiquement dépendants sont couverts par l'excédent de revenu dégagé par les travailleurs. Ainsi, les 77% restants du déficit des dépendants sont comblés par les transferts, le revenu du patrimoine et celui du capital.

La qualité du cadre de vie est la seule dimension dont le niveau est le satisfaisant dans la région de Kédougou avec une valeur de 57,6%. Pourtant cette valeur, comparée à celle des autres régions, place Kédougou parmi les deux régions dont la qualité du cadre de vie est la plus basse au Sénégal.

Par rapport à la pauvreté, on note l'existence d'une incidence de pauvreté élevée (71% en 2011). Ainsi, les dynamiques de sortie de pauvreté et stabilisation dans la non pauvreté mesurées par l'ISSP présente un score de 0,23 sur une échelle de 0 à 1.

En termes de développement humain étendu, la région de Kédougou enregistre un niveau de 39%. Les améliorations à faire dans ce domaine concernent tout le système éducatif mais aussi sanitaire.

Enfin, concernant les Réseaux et Territoires (ISRT), **Kédougou en présente l'indice le plus faible de tout le Sénégal, soit une valeur de 16%.** Cela traduit ainsi un mauvais état de la structure et un niveau d'interaction faible des réseaux. Au niveau des interactions, le problème émane plus particulièrement du défaut d'attractivité de la zone conduisant aux très faibles indices de sortie et d'entrée. En outre, le réseau des services de transferts n'est pas suffisamment développé dans la région. Par conséquent, les flux de transferts formels y sont très faibles.



QUELQUES RECOMMANDATIONS

- **Promouvoir des investissements en termes d'infrastructures en vue de rendre la zone attractive ;**
- **Investir dans l'éducation afin d'inciter les jeunes à étudier et lutter en même temps au travail précoce des enfants ;**
- **Construire un hôpital bien fourni en termes de matériels de pointe, de stocks de médicaments et de spécialistes afin de relever le niveau sanitaire ;**
- **Augmenter le nombre de poste de santé et de case de santé avec un personnel qualifié afin de réduire le fort taux de mortalité maternelle et infantile;**
- **Créer des emplois bien rémunérés dans le but de réduire la pauvreté chronique et en même temps combler le déficit du cycle de vie ;**
- **Doter la région de banques pour permettre aux résidents de bénéficier des services de transferts et aussi de crédit ;**
- **Relever le niveau très faible de l'urbanisation à travers des investissements dans ce domaine.**

RÉFÉRENCES

ANSD, 2013, « Enquête de suivi de la pauvreté au Sénégal, 2011 – Rapport définitif »

ANSD, 2016, « Rapport de l'Enquête nationale sur l'Emploi au Sénégal, 2015 ».

ANSD, 2016, « Situation économique et sociale de la région de Kédougou, 2014 »

ANSD et ICF, 2018, Sénégal : Enquête Démographique et de Santé Continue (EDS-Continue 2017). Rockville, Maryland, USA : ANSD et ICF.

SECNSA (Secrétariat Exécutif du Conseil national de Sécurité alimentaire), 2016, « Enquête nationale de la Sécurité alimentaire – Rapport définitif ».

